

Michel SEYMOUR

Professeur titulaire au département de philosophie politique de l'Université de Montréal
et membre du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ)

(2011)

“Les peuples et le droit
à l'autodétermination.”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Michel Seymour

“Les peuples et le droit à l’autodétermination.”

Un texte publié dans le livre sous la direction d’Alain G. Gagnon et Ferran Requejo, Nations en quête de reconnaissance. Regards croisés Québec—Catalogne, chapitre 2, pp. 51-68. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2011, 246 pp. Collection : “Diversitas”, no 9.

M Alain-G. Gagnon, politologue, professeur au département de sciences politique, UQÀM, nous a accordé le 17 mars 2006 son autorisation de diffuser en libre accès à tous l’ensemble de ses publications dans *Les Classiques des sciences sociales*. Le 18 novembre 2020, il nous réitérait son autorisation pour ce livre.



Courriel : gagnon.alain@uqam.ca



Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

Édition numérique réalisée le 7 décembre 2020 à Chicoutimi, Québec.



Michel SEYMOUR

Professeur titulaire au département de philosophie politique de l'Université de Montréal
et membre du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ)

“Les peuples et le droit à l’autodétermination.”



Un texte publié dans le livre sous la direction d’Alain G. Gagnon et Ferran Requejo, Nations en quête de reconnaissance. Regards croisés Québec—Catalogne, chapitre 2, pp. 51-68. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2011, 246 pp. Collection : “Diversitas”, no 9.

"Les peuples et le droit à l'autodétermination."

Table des matières

[Introduction](#) [51]

[Qu'est-ce qu'un peuple ?](#) [51]

[Un argument en faveur du droit à l'autodétermination](#) [53]

[Les droits à l'autodétermination interne ou externe](#) [56]

[Le droit de sécession](#) [58]

[L'institutionnalisation du droit à l'autodétermination](#) [64]

[Conclusion](#) [67]

[Références](#) [68]

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[51]

Michel SEYMOUR

Professeur titulaire au département de philosophie politique de l'Université de Montréal
et membre du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ)

“Les peuples et le droit à l’autodétermination.”

Un texte publié dans le livre sous la direction d’Alain G. Gagnon et Ferran Requejo, Nations en quête de reconnaissance. Regards croisés Québec—Catalogne, chapitre 2, pp. 51-68. Bruxelles : P.I.E. Peter Lang, 2011, 246 pp. Collection : “Diversitas”, no 9.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Je propose dans ce chapitre une analyse du concept d'autodétermination. Après avoir défini brièvement le concept de peuple et expliqué pourquoi les peuples avaient le droit à l'autodétermination, je vais distinguer deux concepts d'autodétermination : l'autodétermination externe et l'autodétermination interne. Je vais enfin tâcher de montrer quelle articulation peut exister entre les deux notions. Il s'agira en l'occurrence de montrer que le droit à l'autodétermination interne est un droit que tous les peuples peuvent réclamer *a priori*. Le droit à l'autodétermination externe, par contre, ne peut être réclamé que si le peuple subit une injustice. Or, la violation du droit à l'autodétermination interne est l'une des injustices susceptibles d'être invoquées.

Qu'est-ce qu'un peuple ?

En vertu du libéralisme politique (Rawls 1993, 1999), les peuples doivent être compris dans un sens institutionnel, c'est-à-dire tels qu'ils se présentent dans l'espace public, avec une ou des langues publiques

communes, des institutions publiques communes et une histoire publique commune. De la même manière que les personnes sont, dans le cadre théorique du libéralisme politique, considérées telles qu'elles se présentent dans l'espace public à partir de leur identité institutionnelle de citoyens, les peuples doivent eux aussi être compris à partir de leur identité institutionnelle. Ces institutions ne doivent pas nécessairement être des institutions politiques. Il peut s'agir d'écoles, d'hôpitaux, de musées, de bâtiments historiques, de sites patrimoniaux, de fêtes nationales, de drapeaux, d'une langue publique commune et d'une histoire [52] publique commune. Autrement dit, il faut adopter une conception politique et non métaphysique des personnes et des peuples. Selon le libéralisme politique, les considérations liées à l'identité personnelle et à l'ontologie sociale ne doivent pas contaminer notre philosophie politique. Cela veut dire aussi qu'il faut rester neutre autant à l'égard d'une conception individualiste des personnes et des peuples (compris comme associations d'individus) que d'une conception communautarienne (en vertu de laquelle ceux-ci seraient définis à partir de croyances, valeurs, finalités et traditions).

Les peuples sont des cultures sociétales, c'est-à-dire des structures de cultures incarnées dans des caractères particuliers, inscrites dans des carrefours d'influence spécifiques, et offrant des contextes de choix spécifiques.¹ La dimension institutionnelle du peuple à laquelle nous faisons référence au paragraphe précédent doit être comprise comme référant d'abord et avant tout à la structure de culture. Dans le cas le plus simple, la structure de culture suppose l'existence d'une langue publique commune, d'un ensemble d'institutions publiques communes (celles dans lesquelles la langue publique commune est principalement parlée) et d'une histoire publique commune (le patrimoine des institutions publiques communes).²

Il importe de distinguer la structure de culture et le caractère de la culture. Dans le cas le plus simple, la structure de culture est, comme on l'a indiqué, la langue, les institutions et l'histoire publiques

¹ Les concepts de culture sociétale, structure de culture, caractère de culture et contexte de choix sont hérités de Will Kymlicka (1995).

² Il est également possible de concevoir des peuples multilingues dans lesquels plusieurs langues officielles sont reconnues. Dans ce cas, les peuples ne se définissent quand même pas indépendamment du concept de culture sociétale. Les peuples multilingues sont des agrégats de cultures sociétales.

communes. Le caractère renvoie plutôt aux croyances, coutumes, valeurs, finalités, traditions, pratiques de la société concernée. L'identité institutionnelle du peuple, ou sa structure de culture, peut rester la même, même lorsque son caractère change. La raison est que la langue peut être le véhicule de différentes conceptions de la vie bonne ou du bien commun, les institutions peuvent être l'expression de différentes normes de fonctionnement et le patrimoine historique peut s'incarner dans différentes identités narratives collectives.

La conscience nationale d'un peuple formé à partir d'une seule structure de culture s'articule d'abord et avant tout autour de l'identité publique commune formée par la structure de culture unique qui caractérise [53] la société dans son ensemble.³ Dans le cas plus complexe d'un peuple formant un agrégat de cultures sociétales, la structure de culture peut être caractérisée par un ensemble de principes organisationnels comme le multilinguisme, le multinationalisme et le multiculturalisme. La conscience nationale communément partagée se rapporte à ces principes organisationnels.

Sur la base de ces idées générales, on peut ensuite reconnaître l'existence de plusieurs sortes de peuples correspondant à différentes consciences nationales spécifiques. On peut ainsi admettre des peuples ethniques, culturels, civiques, sociopolitiques, diasporiques, multiterritoriaux et multisociétaux. Les peuples ethniques rassemblent des membres qui se conçoivent comme partageant non seulement la même structure de culture mais aussi la même origine ancestrale. Les peuples culturels rassemblent des membres ayant des origines ethniques diverses mais se concevant comme partageant tous la même langue, les mêmes institutions et la même histoire, et ils n'ont pas de gouvernement autonome. Le peuple entendu au sens de la nation civique est l'État souverain mononational, c'est-à-dire rassemblant des membres qui se représentent comme formant un seul peuple au sein d'un pays. Le peuple sociopolitique est une population organisée politiquement en un gouvernement autonome non souverain au sein duquel les membres adoptent une conception inclusive, puisque tous les

³ La langue publique commune d'un peuple ne doit pas nécessairement être différente de celles des autres peuples, et sa consécration comme seule langue officielle est compatible avec la reconnaissance de langues publiques minoritaires.

citoyens vivant sur le territoire sont considérés comme membres de ce peuple. Le peuple diasporique rassemble des groupes vivant sur des territoires discontinus d'États souverains et formant des minorités sur chacun de ces territoires. Le peuple multiterritorial est étalé sur un territoire continu mais qui ne correspond pas aux frontières internationales reconnues. Enfin, le peuple multisociétal rassemble une population ayant une conscience multinationale au sein d'un État souverain.

Un argument en faveur du droit à l'autodétermination

[Retour à la table des matières](#)

Le libéralisme politique suppose également que les peuples sont des agents moraux, c'est-à-dire des sources autonomes de revendications morales valides. Autrement dit, en vertu de cette doctrine, les agents qui ont une personnalité distincte et qui présentent des revendications distinctes dans l'espace public en respectant les autres intervenants doivent être pris au sérieux par les autorités publiques. Les peuples sont donc susceptibles d'être des sujets de droits collectifs. C'est en vertu de [54] leur identité institutionnelle (structure de culture) et non en vertu des valeurs morales, croyances et traditions particulières véhiculées en leur sein que les peuples sont susceptibles d'être des sujets de droits collectifs. Dès lors qu'ils respectent les autres agents dans la société, ils sont eux-mêmes dignes de respect.

En plus du droit de se maintenir, de se développer et d'être respectés, ils ont le droit d'exploiter librement leurs ressources naturelles et d'exercer un contrôle sur leur propre territoire. Ils ont le droit de préserver l'intégrité de leurs institutions déjà existantes. Ils devraient aussi avoir le droit de les développer et le droit d'en créer de nouvelles, si cela s'avère nécessaire. Ils pourraient en outre vouloir exercer un contrôle politique sur leurs propres institutions. Ainsi, par exemple, certains peuples qui ne jouissent pas d'un contrôle sur leurs propres institutions pourraient revendiquer le droit à un gouvernement autonome. Les peuples qui jouissent déjà d'un gouvernement autonome pourraient demander que soient protégées leur autonomie politique et

leur autonomie fiscale. Ceux qui jouissent déjà d'une telle autonomie pourraient dans certaines circonstances demander un statut particulier ou un régime de fédéralisme asymétrique. Ceux qui estimeraient que certains de ces droits moraux ont été violés pourraient réclamer la souveraineté.

Qu'y a-t-il de commun entre toutes ces demandes ? La réponse simple est qu'il s'agit du droit des peuples à la liberté. Mais quel est ce droit à la liberté, appliqué aux peuples entendus dans un sens institutionnel ? C'est le droit de maintenir, développer et créer leurs propres institutions. Le meilleur moyen pour un peuple de survivre institutionnellement est d'exercer un certain contrôle sur ses institutions, ce qui peut parfois impliquer le fait d'avoir des institutions politiques et donc un gouvernement autonome (même si cela n'est pas toujours nécessaire). Quoi qu'il en soit, il est dans tous les cas question d'une certaine forme d'autonomie. Les peuples sont caractérisés institutionnellement et l'autonomie est ce qui permet à ces institutions d'être préservées à long terme et de former un tout cohérent.

Or, ce droit n'est rien d'autre que le droit à l'autodétermination. Nous avons donc de bonnes raisons de prétendre que l'objet le plus important du droit applicable aux peuples est le droit à l'autodétermination. Ce droit décrit en termes généraux le droit pour un peuple de maintenir, développer et créer une certaine partie de son identité institutionnelle. Les différents objets de droits collectifs que sont les droits polyethniques, le droit de représentation, le droit au développement égal, le droit au gouvernement autonome, le droit à un statut juridique particulier, le droit au fédéralisme asymétrique et le droit de sécession sont des variantes du droit à l'autodétermination.

[55]

Les peuples peuvent avoir des intérêts divers et seulement certains de ces intérêts peuvent se hisser au statut de droits collectifs. Les intérêts qui sont des droits sont ceux qui se rapprochent de près ou de loin à l'identité institutionnelle du groupe. Lorsque le groupe est pensé dans son identité institutionnelle, tout ce qui a trait à l'identité institutionnelle est lié à l'existence même du groupe. Et puisque l'autodétermination concerne la préservation, le développement ou la création des institutions du groupe, on est en mesure de conclure que l'autodétermination est un droit fondamental du groupe. On parvient de

cette manière à formuler une condition nécessaire que doit satisfaire un intérêt pour devenir un droit collectif. Une société pourrait avoir l'intérêt collectif de s'enrichir énormément, mais cela ne constitue pas un droit parce qu'il n'est pas nécessaire d'être très riche pour maintenir son intégrité institutionnelle. C'est parce que les peuples ont une identité institutionnelle que l'autodétermination, comprise comme intérêt au maintien de sa propre intégrité institutionnelle, a une dimension identitaire, et constitue de ce fait un droit collectif exemplaire. La portée identitaire est ce qui nous permet de discriminer entre les intérêts collectifs qui sont des droits et ceux qui n'en sont pas.

Voici donc comment on est en mesure de dériver à partir du libéralisme politique un droit à l'autodétermination pour les peuples, (i) En vertu du libéralisme politique, les peuples sont considérés à partir de leur identité institutionnelle. Dans le sens institutionnel de l'expression, les peuples sont individués en fonction de leurs institutions et ne peuvent fonctionner qu'au travers de ces institutions, (ii) En vertu du libéralisme politique, les peuples sont des agents moraux et des sources autonomes de réclamations morales valides. Dès lors qu'ils respectent les autres agents dans la société, ils sont eux-mêmes minimalement dignes de respect, (iii) Puisqu'ils sont dignes de respect, ils doivent avoir le droit de maintenir, de développer et de créer leurs propres institutions, (iv) Or, le droit à l'autodétermination est l'expression du droit de préserver, développer et créer ses propres institutions, (v) *Ergo*, les peuples ont le droit à l'autodétermination. ⁴

⁴ N'y a-t-il pas une circularité impliquée dans le fait d'identifier les peuples à une composante institutionnelle (la structure de culture) et à décrire ensuite l'objet du droit à l'autodétermination comme un droit à disposer de ses institutions ? Si les groupes sont individués à partir de traits institutionnels, pourquoi doit-on leur accorder des droits portant justement sur ces traits identitaires ? Ne faut-il pas que l'objet du droit se distingue du sujet du droit ? Je répondrai en exploitant l'analogie avec le droit individuel. Les personnes sont au moins en partie des corps et pourtant l'un des droits fondamentaux de la personne est le droit à la protection de son intégrité physique. En outre, les sujets de droits individuels sont des personnes institutionnelles ayant des droits à ce que soit maintenue leur intégrité de citoyens. Le fait que l'objet de ces droits concerne leur intégrité physique ou leur intégrité de citoyens ne nous empêche pas de leur attribuer ces droits. Il n'y a pas de circularité dans le fait de leur attribuer une identité qui fait en même temps l'objet de droits collectifs. Bien au contraire, si les personnes ont des droits portant sur ce qui

[56]

Les droits à l'autodétermination interne ou externe

[Retour à la table des matières](#)

Le droit à l'autodétermination est semblable aux droits et libertés que l'on confère à des individus. De la même manière que les individus ont le droit d'être libres, les peuples ont le droit à l'autodétermination. En vertu de ce droit général à la liberté, les personnes ont le droit de maintenir leur intégrité physique, de développer leurs capacités morales (liberté de conscience, liberté de pensée, liberté d'expression, liberté d'association) et ils peuvent créativement exercer leurs libertés politiques (droit de vote, droit de participation au processus de délibération, droit d'accéder à des postes impliquant des responsabilités politiques). De la même manière, le droit à l'autodétermination pour les peuples peut se décliner dans des droits particuliers de maintenir, développer et créer ses propres institutions. Nous avons vu dans la section précédente que cela peut donner lieu à des droits ancestraux, des droits au gouvernement autonome, des droits à un statut particulier, des droits au fédéralisme asymétrique, des droits collectifs linguistiques, des droits au développement économique, des droits de sécession, etc. Tous les objets de droit particulier susceptibles d'être demandés par des peuples qui ont trait à leur identité et qui leur confèrent une certaine liberté d'action sont des instances particulières du droit général à l'autodétermination, et donc des objets de droit collectif.

permet de les *individuer* comme sujets de droits, c'est justement parce que ces biens institutionnels concernent un aspect important de leur identité. Je me suis d'ailleurs servi de ce fait pour formuler un critère nous permettant de distinguer les intérêts qui sont des droits et ceux qui n'en sont pas. La même remarque s'applique donc aussi aux droits collectifs. Les biens institutionnels qui peuvent faire l'objet de droits collectifs sont en vertu du critère proposé des biens qui ont un impact sur l'identité institutionnelle de ces mêmes collectivités. Et c'est justement la raison pour laquelle il s'agit de droits.

Mais il y a au moins deux sortes de droits à l'autodétermination : externe et interne. Le droit à l'autodétermination externe est le droit de posséder un état politiquement souverain. Pour les peuples sans État, ce droit implique la violation de l'intégrité territoriale de l'État. Cela peut se faire dans le but de créer un nouvel État (la sécession), ou dans le but de s'associer à un autre État déjà existant. L'autodétermination interne est la capacité pour un peuple qui est entièrement contenu à l'intérieur d'un État de maintenir existantes les institutions qui le caractérisent et de se développer économiquement, socialement, et culturellement à l'intérieur de l'État englobant. C'est aussi la capacité de déterminer son statut politique au sein de l'État englobant.

[57]

Puisque les peuples sont définis institutionnellement et qu'ils sont des sources de réclamation morale valide, ils ont un droit primaire à l'autodétermination, c'est-à-dire qu'ils jouissent automatiquement d'un droit à l'autodétermination interne. Le droit primaire s'oppose ici à un droit de réparation. Il s'agit d'un droit qui existe même en l'absence de toute injustice subie de la part du peuple. Même si les institutions d'un peuple n'ont pas été détruites par l'État englobant, que l'État englobant n'a pas violé les droits humains et qu'aucune annexion forcée du territoire n'a eu lieu, le peuple a le droit de s'autodéterminer au sein de l'État englobant.

Ce droit peut se traduire de multiples façons sur le plan institutionnel. On peut vouloir donner à l'autodétermination interne un sens faible, un sens canonique et un sens robuste. Au sens faible, le peuple a le droit d'élire des représentants au sein de l'État englobant. Une proportion importante de ces représentants doivent provenir de ce peuple, et ceux-ci doivent jouer un rôle important dans la gouvernance de l'État englobant. En vertu de l'interprétation canonique, l'autodétermination interne implique une certaine forme de gouvernement autonome, comme le fait de disposer d'un État fédéré au sein d'une fédération, ou d'un gouvernement assigné en vertu d'une dévolution administrative des pouvoirs au sein d'un État unitaire. Au sens robuste de l'expression, l'autodétermination interne signifie que l'État doit appliquer des règles différenciées de fonctionnement institutionnel qui seraient constitutionnalisées et qui seraient faites sur mesure pour le peuple concerné. Il s'agit en somme d'un statut constitutionnel particulier. On songe, par exemple, à la

constitutionnalisation d'un principe comme le fédéralisme asymétrique compris comme spécifiquement adapté à un peuple donné, à une décentralisation des pouvoirs spécifique ou à une décentralisation fiscale faite exclusivement en faveur de l'entité politique concernée, à des limitations au pouvoir de dépenser de l'État englobant à l'égard de ce peuple, ainsi qu'à des droits de représentation internationale dans les matières relevant de ce peuple, etc. Dans l'interprétation robuste, il ne s'agit plus simplement de règles concernant l'existence d'un gouvernement autonome, car de telles règles sont en principe compatibles avec un principe d'égalité de traitement. Il s'agit d'une politique de la différence reconnaissant la contribution spécifique d'un peuple distinct.

C'est que les peuples peuvent être aussi des sujets de droits collectifs (en plus des fragments de peuples comme les communautés issues de l'immigration, les communautés historiques qui s'identifient encore à leur pays d'origine et les diasporas contigües) parce qu'ils sont les sources ultimes de diversité culturelle. En plus d'être dignes de respect, ils peuvent donc être estimés et faire l'objet de politiques de la différence s'ils promeuvent ou favorisent la diversité culturelle. Ils tirent [58] toute leur valeur estimable du fait de jouer un rôle positif à l'interne (par le contexte de choix) ou à l'externe (par le caractère distinct) sur la diversité culturelle. Dès lors qu'ils favorisent la diversité culturelle au lieu de l'éradiquer, ils sont des sujets de plusieurs autres droits collectifs qui s'institutionnalisent dans des politiques de la différence. L'interprétation robuste de l'autodétermination est justement l'une de ces politiques. La constitutionnalisation d'un statut particulier traduit non plus seulement le respect égal mais aussi l'estime spécifique.

Comme on le voit, il existe au moins trois interprétations très différentes du principe d'autodétermination interne, et la question se pose de savoir laquelle de ces trois interprétations est la bonne. À mon avis, les trois interprétations peuvent être comprises comme des variations sur un même thème et comme une traduction contextualisée de la même idée. Il ne faut pas choisir entre ces interprétations et la raison est qu'elles traduisent différemment la même idée dans différents contextes politiques. Dans un État unitaire où les deux groupes nationaux sont de la même taille, l'interprétation faible peut suffire, car il y a tout lieu de croire que les groupes seraient représentés par un nombre équivalent de députés et ministres et qu'aucun déséquilibre ne

surviendrait. Dans un pays contenant des régions très différentes, l'interprétation canonique peut être préférée. Il peut devenir important d'assurer des gouvernements autonomes à proximité des peuples pour répondre à leurs attentes et leur permettre de s'autodéterminer. Dans un État unitaire où le peuple est en position très minoritaire, ou dans un État fédéral dans lequel le peuple minoritaire n'occupe qu'un des États fédérés, l'interprétation robuste peut être requise.

J'ai dit que l'autodétermination impliquait souvent une forme de gouvernement autonome. Cela se reflète dans les deux formes que sont l'autodétermination externe et l'autodétermination interne. Le droit à l'autodétermination externe équivaut au droit de posséder un État. Il s'agit de la forme la plus complète de gouvernement autonome. L'autodétermination interne s'illustre par des mécanismes qui sont en deçà d'une autonomie politique pleine et entière.

Le droit de sécession

[Retour à la table des matières](#)

J'en viens à une autre modalité du droit à l'autodétermination. Il s'agit du droit à l'autodétermination externe, ou droit de sécession. La seule théorie acceptable du droit de sécession doit à mon sens s'appuyer sur la justice réparatrice. Les peuples n'ont pas un droit primaire à l'autodétermination externe. Ils ne peuvent avoir le droit de posséder un État que s'ils satisfont certaines contraintes morales. Il peut sembler que cela revient à défavoriser les peuples sans État et à affirmer la primauté [59] du droit à l'intégrité territoriale des États souverains existants, mais il n'en est rien. Le droit à l'autodétermination externe est le droit de posséder un État souverain. En affirmant qu'il n'est pas garanti et qu'il est conditionné par des principes moraux, on affecte autant les peuples sans État que les peuples qui disposent déjà d'un État. Les peuples sans État qui n'ont subi aucun tort ne peuvent faire sécession. Mais les peuples qui disposent déjà d'un État et qui ne reconnaissent pas les peuples minoritaires existant sur leur territoire ne méritent pas de conserver leur État.

Il peut sembler généreux, contrairement à la théorie que j'avance ici, de reconnaître un droit primaire de sécession pour les peuples sans État,

mais on est amené à voir les choses autrement lorsque l'on se rend compte que cela vaut autant pour les peuples qui disposent déjà d'un État. Les peuples qui disposent déjà d'un État peuvent résister à toute tentative de sécession de la part d'un peuple minoritaire en invoquant eux aussi le droit primaire de posséder leur État qui se traduit alors par le droit de préserver l'intégrité territoriale de l'État.

Il y a deux théories principales du droit général de sécession : les théories qui en font un droit de réparation et les théories qui en font un droit primaire. Les théories du droit primaire à la sécession se divisent à leur tour en deux grands groupes. Le droit de sécession peut dans une première version s'appuyer sur des traits caractéristiques comme la langue, la culture, l'histoire et les coutumes, à savoir des traits attribués aux peuples en tant que tels. Ce sont ces attributs qui induisent le droit primaire du groupe à se doter d'une association politique indépendante. (Margalit & Raz 1990) Mais la théorie du droit primaire peut se justifier autrement. Il s'agit de s'appuyer sur des majorités obtenues suite à la mise en place d'une procédure démocratique, et il s'agit alors de théories associatives du droit primaire de sécession. (Beran 1984, Wellmann 1995)

Allen Buchanan (2004) défend pour sa part une conception du droit de sécession comme droit de réparation. Il soutient dans un premier temps que les groupes culturels peuvent de manière dérivée acquérir une valeur morale et être des sujets de droits collectifs. Mais Buchanan affirme également que les peuples ne sont que des groupes culturels parmi d'autres et que l'on ne doit pas leur accorder un statut privilégié au point d'en faire des sujets autonomes de droits collectifs. Il refuse donc de reconnaître un droit exclusivement possédé par les peuples. Il refuse donc d'une manière générale de reconnaître aux peuples et plus généralement aux groupes culturels, un droit *primaire* à l'autodétermination, c'est-à-dire un droit à l'autodétermination qu'un groupe aurait en l'absence d'injustices. Mais selon Buchanan, les [60] peuples peuvent parfois, comme tout autre groupe culturel, être légitimés à faire sécession (i) lorsqu'il existe un droit *spécial* reconnu. Le droit spécial de sécession est une sorte de privilège qui résulte d'ententes particulières et qui serait inscrit dans une constitution. Il s'agit d'un droit prenant la forme d'un privilège. Mais la théorie de la réparation est une théorie du droit général de sécession, c'est-à-dire qu'elle pose le problème moral de faire sécession sans s'occuper du droit

positif existant dans lequel on observe parfois des droits spéciaux à la sécession. Quand Buchanan dit qu'il rejette le droit de sécession, il fait allusion au droit général et non à un droit spécial de ce genre qui est sans fondement moral. Il admet toutefois aussi un droit général de sécession (ii) pourvu que ce droit soit exercé au terme d'une négociation. Son intérêt se porte toutefois sur le problème moral soulevé par la sécession unilatérale, c'est-à-dire exercée sans l'accord de l'État englobant, et donc sans négociation. Il admet dans cette perspective un droit général de faire unilatéralement sécession (iii) lorsqu'il s'agit de réparer un tort subi, qu'il s'agisse d'une violation systématique des droits de la personne (par exemple, les Kurdes du nord de l'Irak) ou d'une annexion vécue contre son gré (les pays baltes), voire lorsque des ententes administratives ou des accords institutionnels spéciaux d'autonomie intra-étatique sont systématiquement bafoués par l'État englobant (Kosovo). (Buchanan 1998a : 232-233 ; 2004 : 357-359) Il admet donc un droit général et unilatéral de faire sécession conçu comme un droit de réparation pour tous les groupes culturels. La sécession est conçue comme un moyen pour réparer un tort subi.

Comme on l'a vu, Buchanan affirme que les peuples n'ont même pas un droit primaire et général à l'autodétermination interne, c'est-à-dire à une autodétermination n'impliquant pas la sécession. Autrement dit, il n'admet pas que les peuples puissent avoir le droit de disposer d'eux-mêmes, en l'absence de toute injustice commise. La seule façon d'admettre un droit au gouvernement autonome serait d'accorder un privilège ou droit spécial au peuple, ou alors de réparer un tort subi. Il n'y a donc pas de droit à disposer de soi-même en l'absence de torts subis. Comme tous les groupes culturels, les peuples ont certes des droits culturels primaires qui découlent de la valeur que les individus assignent à ces biens culturels. Les personnes ont des droits à des tenues vestimentaires spéciales, à un calendrier de fêtes, à des pratiques religieuses particulières, des rituels, etc. Lorsque ces droits sont bafoués, il devient légitime de revendiquer des mesures d'autonomie intra-étatique particulières, mais c'est pour réparer le tort subi par le refus de respecter les droits culturels individuels. Buchanan rejette donc le droit à l'autodétermination interne en général, car l'autodétermination interne [61] est pour lui conçue soit comme un droit de réparation, soit comme un droit spécial.

La version amendée que je propose du droit de sécession comme droit de réparation diffère de la théorie de Buchanan sur plusieurs points essentiels. (Seymour 2007) (i) Je rejette les arguments de Buchanan (1998b) contre le caractère unique du peuple qui rendent controversés le droit à l'autodétermination. Les peuples sont en tant que cultures sociétales des sujets dignes de respect dans l'espace public, (ii) Cette version amendée suppose en outre et surtout que les peuples ont un droit primaire à l'autodétermination interne, c'est-à-dire que ce droit doit leur être reconnu même en l'absence de toute injustice commise. L'autodétermination interne est un droit que l'État englobant a la responsabilité de satisfaire même en l'absence d'injustices passées, (iii) L'exercice du droit de sécession requiert pour sa part la présence de torts subis et c'est pourquoi le droit à l'autodétermination externe prend la forme d'un droit de réparation. J'admets donc comme Buchanan un droit de sécession conçu comme un droit de réparation. Mais puisque les peuples ont un droit primaire à l'autodétermination interne, le fait de ne pas leur reconnaître un tel droit constitue une injustice spécifique, un tort subi. Autrement dit, on peut reconnaître que les peuples ont un droit à l'autodétermination externe si l'autodétermination interne leur est refusée. Mais Buchanan ne reconnaît pas un droit primaire à l'autodétermination interne, et c'est la raison pour laquelle il ne peut admettre, parmi les injustices commises, la violation du droit à l'autodétermination interne.

Il importe de souligner qu'il admet des droits particuliers d'autonomie intra-étatiques qui ressemblent fortement à des instances du droit à l'autodétermination interne. Il admet ainsi des droits à être une entité distincte au sein d'une fédération (« *rights to be a distinct unit in a federation* »), des droits culturels minoritaires (« *minority cultural rights* »), le droit d'obtenir un appui pour la préservation de langues minoritaires (« *the right to support for preserving minority languages* »), le droit de s'administrer soi-même (« *the right to self-administration* »), le gouvernement autonome (« *the right to self-government* »), ou des droits collectifs à contrôler l'usage des terres et le développement des ressources naturelles (« *collective rights to regulate the use of land and the development of natural resources* »). (Buchanan 1997 : 306) Ces droits pourraient toutefois être interprétés de différentes façons. Dans l'esprit de Buchanan, il ne pourrait s'agir de droits découlant d'un droit primaire à l'autodétermination interne. Ils

peuvent être ou bien des droits spéciaux consentis de manière *ad hoc*, ou des droits de réparation reconnus suite à un refus de reconnaître des droits culturels spécifiques. Ainsi, même si Buchanan rejette l'existence d'un droit primaire à [62] l'autodétermination interne, il peut admettre de tels droits particuliers. Ces droits doivent selon lui remplacer un droit primaire et général à l'autodétermination interne. Ils ne doivent pas être compris comme résultant de l'institutionnalisation d'un droit primaire. Ils sont ou bien des droits spéciaux ou bien des droits de réparation pour les torts subis par le peuple minoritaire. Il n'y a donc, selon Buchanan, aucune obligation de la part de l'État d'incorporer de tels droits en l'absence d'injustice, et l'État ne le fait que sur la base d'arguments prudentiels, à moins qu'il ait échoué à reconnaître des droits collectifs culturels minimaux (Buchanan 2004 : 416-421).

Parmi les droits culturels que l'État a d'emblée l'obligation de protéger, Buchanan mentionne le droit de pratiquer la religion de son choix, de porter des tenues vestimentaires distinctives, de s'engager dans des rituels et des cérémonies particuliers, ainsi que des droits contre toute forme de discrimination politique, éducative et économique (« *the right to religion, to wear distinctive cultural dress, and to engage in cultural rituals and ceremonies, as well as the right against all forms of political, educational, and economic discrimination and exclusion* ») (Buchanan 2004 : 406). Les groupes ont de tels droits collectifs minimaux primaires, parce que les individus accordent de l'importance à leurs divers groupes culturels. Les revendications culturelles de ces groupes ont donc une légitimité dérivée de celle qui leur est octroyée par les individus, et au nom du principe de respect égal des individus, il n'y a pas de hiérarchie entre les différents groupes. Mais si l'État est incapable de répondre à ces attentes et de protéger ces différents groupes, il se voit contraint de réparer les torts subis en proposant des arrangements d'autonomie intra-étatique. Ainsi, loin de comprendre les droits à l'autonomie intra-étatique comme des instances du droit primaire à l'autodétermination interne, il s'agit plutôt de droits de réparation (ou alors de droits spéciaux). Le droit moral à des arrangements prenant la forme d'une autonomie intra-étatique (*intrastate autonomy*) pour un groupe particulier ne découle pas du droit général et primaire à l'autodétermination, mais découle plutôt de l'échec à implémenter des droits culturels individuels.

Un autre aspect important mérite d'être mentionné. En plus de l'annexion injuste du territoire et de la violation systématique des droits de l'homme, Buchanan admet maintenant une autre raison moralement légitime de faire sécession. Si des accords existent déjà dans une constitution portant sur des mesures d'autonomie intra-étatique, que ces dernières prennent la forme de droits spéciaux ou de droits de réparation, la violation systématique de ces accords constituerait une autre cause juste légitimant la sécession (Buchanan 2004 : 357). Là encore, il ne s'agit pas de reconnaître un droit primaire à l'autodétermination [63] interne et de supposer que la violation de ce droit autorise une réparation comme la sécession. La sécession n'est justifiée moralement que si les accords existants portant sur l'autonomie intra-étatique sont violés. Il importe de noter encore une fois que le droit de sécession n'est pas dans ce cas accordé par Buchanan à cause de la violation du droit primaire à l'autodétermination interne. Il est accordé à cause de la violation d'accords spéciaux déjà existants dans la constitution ou de la violation de droits qui constituaient une réparation pour la violation de droits culturels individuels.

Or, à mon avis, les peuples ont un droit primaire et général à l'autodétermination, mais la question cruciale est de savoir si ce droit est interne ou externe. Je suppose pour ma part qu'il ne s'agit que d'un droit interne. Les peuples sans État n'ont pas un droit primaire général à l'autodétermination externe. Comme Buchanan, je pense que les peuples n'ont pas un tel droit primaire, et la raison est que toute la substance du droit à l'autodétermination peut être capturée par différentes formes d'autodétermination interne. Le droit au gouvernement autonome peut prendre la forme d'une entité fédérée au sein d'une fédération. Le droit au développement économique égal peut être assuré par une certaine autonomie fiscale. Le droit au développement social peut être assuré par une certaine forme de pouvoirs spécifiques consentis. Le droit au développement culturel peut être assuré par une pleine maîtrise d'œuvre en matières de langue, culture, télécommunication, éducation et immigration. La représentation internationale peut être assurée par la reconnaissance d'un rôle international aux entités fédérées. Il n'est par conséquent pas assuré que la seule façon d'exercer son droit à l'autodétermination soit par l'octroi d'un droit à l'autodétermination externe. Si nous adoptons une approche conséquentialiste, on pourrait même prétendre que la

plausibilité initiale d'allouer un droit primaire de sécession devrait être interrogée étant donné qu'il existe des centaines, voire des milliers de peuples sans États, et que plusieurs États sont dans les faits multinationaux. Si les enjeux de stabilité ont un impact sur la valeur des prétentions morales, il faudrait alors sans doute renoncer au droit primaire de sécession. Cet argument a toutefois une portée limitée, car on pourrait prétendre aussi que le refus de reconnaître le droit primaire de posséder son État a aussi un impact non négligeable sur la stabilité des États déjà existants, dans la mesure où les peuples qui disposent déjà d'un État mais qui ne reconnaissent pas leurs propres minorités ne peuvent plus justifier le maintien de leur intégrité territoriale.

Je suppose que les peuples n'ont pas un droit général, unilatéral et primaire à l'autodétermination externe, c'est-à-dire de disposer d'institutions politiques souveraines. Même si en théorie, l'idéal serait que tous les peuples puissent disposer de leur propre État, les principes [64] moraux ne peuvent être adoptés sans tenir compte des conséquences qui surviendraient une fois institutionnalisés. Les peuples sans États (c'est-à-dire sans États souverains qui leur appartiennent en propre) n'ont pas un droit primaire, moral, général et unilatéral à l'autodétermination externe, car cela reviendrait à leur conférer automatiquement un droit général, unilatéral et primaire à la sécession. Or, ainsi que Buchanan (1998b) l'a démontré, un tel droit primaire de sécession ne peut vraiment être institutionnalisé.

Les peuples sans État ont toutefois un droit général, unilatéral et primaire à l'autodétermination interne, c'est-à-dire qu'ils ont le droit de se développer économiquement, socialement et culturellement à l'intérieur de l'État englobant et le droit de déterminer leur statut politique à l'intérieur de cet État englobant. On doit alors seulement admettre un droit de sécession conçu comme un droit de réparation. Si l'État englobant refuse une représentativité du peuple minoritaire au sein de ses institutions, annexe le territoire du peuple minoritaire, ou va à rencontre de principes déjà constitutionnalisés concernant l'autonomie intra-étatique du peuple minoritaire, le peuple a le droit de faire sécession. Plus important encore, le peuple minoritaire a un droit de sécession conçu comme droit de réparation si l'État englobant viole le principe de l'autodétermination interne du peuple minoritaire.

En somme, même si cette théorie, comme chez Buchanan, conçoit la sécession comme réparation, j'admets contrairement à lui que la

violation du droit à l'autodétermination interne constitue une justification additionnelle pour exercer un droit de sécession comme réparation.

L'institutionnalisation du droit à l'autodétermination

[Retour à la table des matières](#)

Je conclus avec des remarques portant sur l'institutionnalisation du droit à l'autodétermination externe. La théorie du droit primaire ne peut selon Buchanan être institutionnalisée sans que cela n'entraîne des difficultés insurmontables. Il introduit à cet effet quatre critères pour évaluer les théories de la réparation et du droit primaire de sécession sur le plan des conséquences découlant de leur institutionnalisation. Il s'agit du réalisme minimal, de la cohérence avec le droit international, de l'absence d'effets pervers et de l'accessibilité morale (Buchanan 1998a : 237-239).

La théorie que je propose passe correctement le test utilisé par Buchanan. Il s'agit d'admettre que les peuples sont des entités politiques qui ont de la valeur et dont les réclamations sont légitimes. Ce sont des agents moraux qui ont des droits collectifs, et parmi ceux-ci, il y a le droit primaire à l'autodétermination interne. Je soutiens que la violation de ce droit constitue un tort moral important qui justifie une démarche [65] de sécession. Cette théorie se comporte mieux que celle de Buchanan à l'égard des critères justifiant l'institutionnalisation d'un droit de sécession conçu comme droit de réparation.

La version amendée suppose que les peuples ont un droit primaire à l'autodétermination et que ceux qui sont entièrement contenus à l'intérieur des limites territoriales d'un État ont pour cette raison un droit primaire à l'autodétermination interne. Elle suppose aussi et surtout que la violation de ce droit justifierait la sécession. La communauté internationale est-elle disposée à accepter un tel arrangement ? On peut répondre qu'elle a déjà entériné le principe dans une multitude de documents internationaux et notamment dans la *Déclaration relative aux principes de droit international touchant aux relations amicales et à la coopération entre les États* conformément à la Charte des Nations

Unies (AG/ONU résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970). Pour faire court, j'emploierai l'expression *Déclaration sur les relations amicales entre États*. Je prétends que la communauté internationale pourrait d'ici une centaine d'années transformer cette Déclaration en Convention et je crois que la réalisation de cette prédiction fait de ma théorie de la sécession une position qui est minimalement réaliste. En fait, la transformation de cette Déclaration en Convention vient tout juste de se produire concernant les peuples autochtones. Dans la *Convention sur les droits des peuples autochtones* de 2007, les peuples autochtones se voient en effet reconnu le droit à l'autodétermination interne.

Buchanan prétend aussi que toute théorie doit s'ajuster aux aspects progressistes du droit international. Mais sa théorie est en deçà du droit international actuel. Le droit international laisse en grande partie le processus de sécession dans la sphère politique. Il ne se prononce pas sur tous les cas de figures. Il ne traite explicitement que le cas des peuples colonisés et opprimés. Il ne reconnaît pas pour les autres peuples le droit de sécession mais ne l'interdit pas non plus. Il affirme le droit à l'intégrité territoriale des États, mais il admet qu'un État qui aurait démocratiquement choisi de faire la souveraineté, qui respecterait les droits et libertés des personnes et les droits de ses minorités, qui serait reconnu par la communauté internationale et qui pourrait *de facto* réaliser le contrôle effectif de son territoire, serait alors reconnu par le droit international. C'est la doctrine de l'effectivité. Cette approche du droit international est plus réaliste et plus souple que la théorie de Buchanan qui restreint les conditions de sécession et impose un carcan rigide. Le droit international est plus sage. Sachant qu'il ne tient pas compte de tous les cas de figure, que la réalité politique est complexe et que des raisons légitimes non mentionnées peuvent expliquer le désir de faire sécession, le droit international laisse la porte ouverte à d'autres [66] cas que celui des peuples colonisés ou opprimés en tenant compte du principe d'effectivité. Les autres peuples n'ont pas un droit formel reconnu, mais ils ne sont pas explicitement empêchés non plus à faire sécession. Le droit international reconnaît en somme que la question de la sécession est en grande partie une question politique et que l'on ne peut entièrement en baliser le processus. Cela soumet, il est vrai, le processus de sécession aux rapports de force politiques, et l'on peut légitimement souhaiter de voir le processus de

sécession davantage soumis à des règles de droit. Mais en l'absence d'un consensus sur cette question, il faut provisoirement se contenter de laisser en partie dans la sphère politique le processus de sécession. Les États n'accepteraient pas de laisser entièrement la question être prise en charge par des instances juridiques supranationales. On peut donc se demander si l'approche de Buchanan est vraiment cohérente avec le droit international. Je suis d'accord avec lui pour enrichir le droit international de nouveaux principes moraux, mais je ne crois pas que l'on puisse en rester à une liste fermée. Il faut toujours être prêt à reconnaître des cas d'exception, de nouvelles situations que nous ne pouvons pas anticiper à l'avance.

Le droit international ne semble pas partager non plus l'opinion de Buchanan selon laquelle différents groupes autres que des peuples peuvent faire sécession. On a empêché la sécession des Serbes bosniaques et des Croates en Bosnie, car il s'agissait de minorités linguistiques nationales (entendues au sens d'extensions de majorités nationales voisines), mais on a autorisé l'indépendance de la Bosnie, de la Croatie et de la Slovénie, qui formaient des nations. Le droit international semble privilégier les peuples comme sujets de droit à l'autodétermination et non les fragments de peuples. La communauté internationale a aussi assisté le processus d'autodétermination au Timor oriental, au Sahara occidental et en Erythrée. On ne voit jamais l'ONU intervenir pour autoriser des groupes qui ne sont pas des nations à faire sécession. Bien sûr, elle a été amenée à autoriser la sécession du Kosovo même si les Kosovars ne forment pas à eux seuls un peuple. Mais il s'agit d'une exception qui confirme la règle. Les Kosovars ont subi des violations systématiques des droits de la personne, et l'État central a violé l'accord d'autonomie intra-étatique que la république yougoslave avait choisi d'accorder au Kosovo. Mais il faut de toute façon avancer avec une prudence extrême dans cette voie. S'il fallait que les autres diasporas contigües emboîtent le pas après l'indépendance du Kosovo, on risquerait de voir se multiplier les mouvements sécessionnistes bien que les groupes concernés ne forment pas à eux seuls des nations, ce qui contribuerait à embraser encore une fois toute la région. J'estime donc qu'il convient, sauf exception, de réserver le droit de sécession aux peuples et [67] non aux fragments de peuples, et que cela s'accorde avec le droit international.

Enfin, le droit international reconnaît que les peuples ont un droit à l'autodétermination interne et que la violation de ce droit constitue une justification pour faire sécession. La *Déclaration sur les relations amicales entre États* de 1970 réaffirme tout d'abord l'existence d'un droit à l'autodétermination interne de tous les peuples :

En vertu du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, principe consacré dans la Charte des Nations Unies, tous les peuples ont le droit de déterminer leur statut politique, en toute liberté et sans ingérence extérieure, et de poursuivre leur développement économique, social et culturel, et tout État a le devoir de respecter ce droit conformément aux dispositions de la Charte.

Il s'agit d'un droit reconnu à tous les peuples. La phrase-clé de la *Déclaration sur les relations amicales entre États* est la suivante :

Rien dans les paragraphes précédents ne sera interprété comme autorisant ou encourageant une action, quelle qu'elle soit, qui démembrerait ou menacerait, totalement ou partiellement, l'intégrité territoriale ou l'unité politique de tout État souverain et indépendant se conduisant conformément au principe de l'égalité de droits et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes énoncé ci-dessus et doté ainsi d'un gouvernement représentant l'ensemble du peuple appartenant au territoire sans distinction de race, de croyance ou de couleur.

Un peuple ne peut violer l'intégrité territoriale d'un État si ce dernier respecte les droits de la personne, assure la représentativité du peuple au sein des instances décisionnelles et respecte le droit à l'autodétermination des peuples. Il est donc dit que si un État respecte les droits de la personne, la représentativité au sein des instances décisionnelles et le droit à l'autodétermination du peuple, celui-ci ne peut violer l'intégrité territoriale de l'État. Mais l'inverse semble aussi vrai. La violation de l'un ou l'autre de ces principes peut légitimer une démarche de sécession.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Dans ce texte, j'ai voulu défendre un certain concept de peuple entendu au sens institutionnel, tel que le prescrit le libéralisme politique. Ce concept permet de rendre compte d'une variété très grande de peuple. Il nous permet également de comprendre pourquoi, parmi l'ensemble des intérêts d'un peuple, l'intérêt à s'autodéterminer constitue un droit. Nous avons alors vu que l'intérêt de maintenir et développer ses institutions n'était pas un intérêt comme les autres, puisqu'il [68] avait un impact direct sur l'identité du peuple. Cela nous a permis aussi de justifier le caractère de droit primaire du droit à l'autodétermination interne. Nous nous sommes ensuite penchés sur le droit de sécession et il est apparu que ce droit ne pouvait être primaire. Il faut que des injustices importantes aient été commises à l'égard du peuple pour justifier le recours à la sécession. Je souscris donc à la théorie de la sécession comme droit de réparation. Mais je rejette la version adoptée par Buchanan, puisque ce dernier ne reconnaît pas l'existence d'un droit primaire à l'autodétermination interne. Cette différence n'est pas anodine, parce qu'il y a tout lieu de croire que la violation de ce droit constitue une justification morale assez importante pour légitimer un acte de sécession.

Références

[Retour à la table des matières](#)

Beran, Harry. « A Libéral Theory of Secession », *Political Studies*, vol. 32, 1984, p. 21-31.

Buchanan, Allen. *Justice, Legitimacy, and Self-Determination : Moral Foundations for International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

Buchanan, Allen. « The International Institutional Dimension of Sécession » in *Theories of Secession*, Percy B. Lehning, dir., Londres, Routledge, 1998a, p. 227-256.

Buchanan, Allen. « What's So Special About Nations ? » in J. Couture, K. Nielsen, and M. Seymour, dir., *Rethinking Nationalism*, Calgary, University of Calgary Press, 1998b, p. 283-309.

Buchanan, Allen. « Secession, Self-Determination, and the Rule of International Law » in J. MacMahan and R. McKim, dir., *The Morality of Nationalism*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 301-323.

Kymlicka, Will. *Multicultural Citizenship*, Oxford, Oxford University Press, 1995.

Margalit, Avishai & Raz, Joseph. « National Self-Determination », *Journal of Philosophy*, vol. 87, n° 9, 1990, p. 439-461.

Rawls, John. *Political Liberalism*, New York, Columbia University Press, 1993.

Rawls, John. *The Law of Peoples*, Cambridge : Mass. Harvard University Press, 1999.

Seymour, Michel. « Secession as a Remedial Right », *Inquiry*, vol. 50, n° 4, 2007, p. 395-423.

Wellman, Christopher H. « A Defense of Secession and Political Self-Determination », *Philosophy and Public Affairs*, vol. 24, n° 2, 1995, p. 142-171.

Fin du texte